

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 61

Pouvoirs : 09

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 26 MARS 2019 A 20H00

Délibération CT2019/03/26-25 – Approbation de la Convention Cadre Pluriannuelle des Projets de Renouveau Urbain de Grand Paris Grand Est

Rapporteur : Olivier KLEIN, 8^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 20 mars 2019

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARTH Franck, BLUTEAU Jean-Michel, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CADORET Henri, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FAUCONNET Jean-Paul, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, ITZKOVITCH Ivan, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AWAD-SHEHATA Stéphanie, BARRAUD Amélie (pouvoir à CALMEJANE Patrice), BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BOUCHER Martine (pouvoir à ALLEMON Eric), BOURICHA Fayçale, CARBONNELLE Serge, CISSE Mariam, DELORMEAU Christine (pouvoir à TAYEBI Samira), FAUBERT Jacques, FICCA Grégory, HELENON Joëlle (pouvoir à AMERICO Michel), MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à MAHEAS Jacques), MANTEL Aurélie, MARTINS Marylise (pouvoir à TESTA Richard), MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à SCHUMACHER Alain), METTEIL Magali (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), PRUDHOMME Gérard (pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), REYGNAUD Marie-Françoise.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Magalie THIBAUT.

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et suivants,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et L. 5219-5,

VU la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain,

VU le contrat de ville unique d'agglomération Clichy-sous-Bois / Montfermeil signé le 5 juillet 2015, le protocole de préfiguration de renouvellement urbain du Bas-Clichy signé le 18 juillet 2013, ainsi que l'avenant n°11 à la convention partenariale pour la mise en œuvre du PRU de Clichy-sous-Bois / Montfermeil signé le 17 décembre 2014,

VU le contrat de ville de Neuilly-sur-Marne signé le 16 décembre 2015, et le protocole de préfiguration signé le 3 février 2017,

VU le contrat de ville de Villemomble signé le 9 novembre 2015, et le protocole de préfiguration signé le 7 juin 2017,

Considérant que les projets de renouvellement urbain de Clichy-sous-Bois, Neuilly-sur-Marne, et Villemomble doivent faire l'objet d'une contractualisation auprès de l'ANRU à travers une convention cadre pluriannuelle déclinée en trois conventions-quartiers ;

Considérant que le Comité d'Engagement de l'ANRU du 17 mai 2018 s'est montré favorable au soutien financier des opérations portées par Grand Paris Grand Est et inscrites dans la convention cadre (études et ingénierie de conduite du projet de renouvellement urbain)

Considérant que l'approbation et la contractualisation de la convention cadre est un préalable pour pouvoir contractualiser les conventions quartiers des projets de renouvellement urbain de Clichy-sous-Bois, Neuilly-sur-Marne, et Villemomble,

Considérant la convention cadre pluriannuelle des projets de renouvellement urbain de Grand Paris Grand Est ci-annexée,

Considérant que, dans le cadre des échanges avec les partenaires de l'ANRU, cette convention pourra faire l'objet de modifications mineures et non substantielles n'ayant pas d'impact sur les équilibres et les engagements financiers de ladite convention,

Considérant que les modifications plus substantielles relatives à l'actualisation de la convention cadre après le Comité d'Engagement pour les projets de Neuilly-sur-Marne et Villemomble, feront quant à elles l'objet d'avenants,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

- **APPROUVE** la convention cadre pluriannuelle des projets de renouvellement urbain de Grand Paris Grand Est
- **AUTORISE** le Président à signer cette convention cadre ainsi que tout document y afférent
- **AUTORISE** le Président à solliciter toutes les subventions fléchées au profit de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 26/03/2019.

Affiché - Notifié le **04 AVR. 2019**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Michel TEULET